

LES FAITS MARQUANTS DE LA SECA-9/FMME: MARDI 7 FEVRIER 2006

Journée d'ouverture de la neuvième session extraordinaire du Conseil d'Administration du PNUE/Forum Ministériel Mondial sur l'Environnement (FMME), les délégués se sont réunis en plénière le matin pour entendre les déclarations liminaires et traiter les questions d'organisation. L'après-midi, les délégués ont tenu des concertations ministérielles sur la question énergie et environnement. Ils ont également réuni la Grande Commission (GC) pour débattre des questions concernant la gouvernance internationale en matière d'environnement.

PLENIERE

SEANCE D'OUVERTURE: Rachmat Witoelar, Ministre d'Etat Indonésien chargé de l'Environnement et Président des SECA/FMME, a déclaré que le Sommet Mondial de 2005 a réaffirmé que le développement durable est un élément clé du cadre général des activités des Nations Unies, et a reconnu les principales questions environnementales, telles que la gestion des produits chimiques et l'énergie, comme étant des questions internationales prioritaires. Il a souligné que les Etats doivent travailler ensemble pour la réalisation des Objectifs de Développement pour le Début du Millénaire (ODM) et de ceux du Sommet Mondial pour le Développement Durable (SMDD), et a mis en relief l'importance de la mise en application du Plan Stratégique de Bali pour le Soutien Technologique et la Création des Capacités, et de la promotion de la coopération entre les pays du sud pour l'accroissement de la création des capacités et du soutien technologique.

Hamad A. Al Midfaa, Ministre de la Santé des Emirats Arabes Unis et Président de l'Agence Fédérale de l'Environnement, a souligné l'importance des questions de politique dans les domaines de l'énergie, de la gestion des produits chimiques et du tourisme, qui seront discutées dans les concertations ministérielles, et a parlé des réalisations accomplies par son pays dans ces domaines.

Anna K. Tibajuka, Directrice Exécutive de HABITAT-ONU, a mis en exergue les liens existant entre l'érosion environnementale et la pauvreté urbaine et a souligné les efforts de coopération entre HABITAT-ONU et le PNUE.

Soulignant la nécessité d'un soutien international en faveur de la création des capacités et de l'assistance technologique, Yahya A.J.J. Jammeh, Président de la Gambie, a souligné l'importance de la mise en application du Plan Stratégique de Bali et a appelé à "une Entente Internationale de Dubaï sur le Plan Stratégique de Bali" et à la création d'un fonds fiduciaire spécial pour la mise en application dans une sélection de pays pilotes.

Moritz Leuenberger, Président de la Suisse, a souligné la nécessité pour les pays de suivre le principe de pollueurs payeurs, de renforcer les institutions chargées de la gouvernance environnementale internationale, et d'établir des objectifs clairs en matière d'environnement.

Le Directeur Exécutif du PNUE, Klaus Töpfer, a donné un aperçu sur le travail accompli du FMME, notamment la Déclaration de Malmö et le Plan Stratégique de Bali pour le Soutien Technologique et la Création des Capacités. Il a exprimé son appréciation à tous ceux qui ont apporté leur appui au PNUE.

Organisation de la session: La plénière a adopté l'ordre du jour provisoire sans amendement. Les délégués ont ensuite élu Lena Sommestad, Ministre Suédoise de l'Environnement, au poste de Vice-Présidente du Conseil d'Administration (CA). Les délégués ont également établi une GC pour procéder à l'examen: de l'état de l'environnement; des questions de politiques; du suivi du

SMDD; de la gouvernance internationale en matière d'environnement; des résultats des réunions intergouvernementales; et de l'application du Programme de Travail du PNUE. Les délégués ont élu Beat Nobs (Suisse) au poste de Président de la GC, précisant que cette élection du représentant d'un pays qui n'est pas membre du CA ne constitue pas un précédent.

Déclaration des Pays: OMAN a souligné l'engagement de son gouvernement en faveur de la protection environnementale dans le cadre du tourisme, et de la gestion, dans de bonnes conditions, des produits chimiques et des déchets. Il a appelé à des décisions solides sur les deux sujets, ainsi que sur celui de l'énergie. Monique Barbut, du Secrétariat, a parlé de l'implication du PNUE dans le processus de l'ASGIPC et de son rôle futur dans la mise en application, notamment le soutien du secrétariat de l'ASGIPC et l'administration du fonds fiduciaire pour le Programme de Démarrage Rapide.

CONCERTATIONS MINISTERIELLES

Des concertations ministérielles, modérées par Christine Churcher, Ministre Ghanéenne de l'Environnement et des Sciences, et Cristina Narbona Ruiz, Ministre Espagnole de l'Environnement, ont eu lieu dans l'après-midi, se focalisant sur les questions ayant trait au thème énergie et environnement. Klaus Töpfer a rappelé aux délégués que la question de l'énergie occupait une bonne place dans l'ordre du jour de la prochaine session de la Commission du Développement Durable.

Les déclarations thèmes: Le Prince Majlis El Hassan Bin Talal de Jordanie a déclaré que le modèle des "limites de la croissance" mis en place par le Club de Rome est encore valide, et a souligné la nécessité de se focaliser sur la sécurité énergétique, les changements climatiques, et l'accès des pays en développement à l'énergie.

Margaret Beckett, Secrétaire d'Etat chargée de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires Rurales du Royaume-Uni, a souligné le besoin d'un nouveau paradigme pour la réalisation de la prospérité économique, et pour le traitement de la question de la production et de la consommation de l'énergie durable.

Débat: Moderator Narbona a parlé de la non viabilité du modèle énergétique mondial actuel. Plusieurs orateurs devaient ensuite souligner l'importance de l'énergie renouvelable, de l'efficacité énergétique, du transfert des technologies et de l'innovation.

La COMMISSION EUROPEENNE a appelé à de nouvelles politiques énergétiques mondiales viables, qui traitent du problème des changements climatiques et fournissent l'accès à l'énergie. L'UE a indiqué que des progrès doivent encore être accomplis dans le domaine de l'accès à des sources d'énergie durables, fiables et abordables, pour aider à la concrétisation des ODM. L'OMS a déclaré que la santé humaine tirerait de grands avantages d'une énergie propre et durable. Le JAPON a déclaré que les gouvernements devraient encourager le transfert des technologies énergétiques d'entreprise à entreprise. La MALAISIE a parlé de son recours à l'huile de palme pour la production des carburants biodiesel. Arguant que les projections en matière de rejets de dioxyde de carbone sont "suicidaires pour l'humanité," la FRANCE a appelé à une réorientation des utilisations dans le secteur de l'énergie éti que et des choix en matière d'investissement.

Le PAKISTAN a souligné l'importance des mécanismes du marché. Le PORTUGAL a déclaré que l'amélioration des technologies est clé pour la promotion du développement de l'énergie renouvelable. Le NIGERIA a attiré l'attention sur la technologie du charbon propre et sur la mise en application du Plan Stratégique de Bali. Le BANGLADESH a déclaré que l'utilisation de l'énergie et les changements climatiques sont étroitement liés, et

que son pays est en train de promouvoir le recours à l'énergie solaire. Bahreïn, au nom du GROUPE ARABE, a soulevé des questions portant sur la création des capacités, les ressources financières et l'échange d'informations.

Exhortant les pays industrialisés à honorer leurs engagements, CUBA a déclaré que 20 pour cent de la population mondiale est responsable de 80 pour cent des facteurs contribuant à la destruction de la planète, et a souligné que les Etats doivent traiter les causes profondes des problèmes environnementaux, telles que les modes de consommation et de production. Le COSTA RICA a souligné l'importance des échanges d'informations et de l'utilisation de paiement des services rendus par les écosystèmes. La REPUBLIQUE TCHEQUE a souligné l'importance d'avoir des stratégies à long terme. La PALESTINE a souligné la nécessité de se concentrer sur les liens entre l'énergie, l'agriculture et le développement. Le Royaume-Uni a souligné l'importance de l'utilisation du Mécanisme pour un Développement Propre, du Protocole de Kyoto, pour la création des capacités et le transfert des technologies.

La COLOMBIE a partagé son expérience dans le domaine de l'utilisation de taxes pour la promotion d'améliorations technologiques au profit des petits projets. Le VENEZUELA a appelé à une action décisive pour la modification du modèle de production et de consommation actuel. La GUINEE-BISSAU a encouragé les organisations internationales et le secteur privé à stimuler le développement des sources d'énergie alternatives. La REPUBLIQUE DE COREE a souligné le rôle des gouvernements dans la promotion du développement de l'énergie durable. La représentante des ETATS-UNIS a déclaré que l'énergie renouvelable n'est pas une "panacée" et a mis en relief le rôle clé de la technologie dans la réponse à la demande en matière d'énergie, qui pourrait être promue à travers l'aide publique au développement.

HAÏTI a souligné le besoin d'améliorer le développement urbain, de mettre en application le Plan Stratégique de Bali, de modifier les modes de consommation non viables, et de poursuivre la recherche de sources d'énergie efficaces. Le délégué a également appelé les entreprises des pays industrialisés à fournir les technologies relatives à l'utilisation des déchets urbains pour la production de l'électricité. ISRAËL a plaidé pour l'utilisation de l'énergie solaire dans les nouvelles constructions. La SLOVENIE a axé son intervention sur, entre autres, le rôle des femmes dans les petits projets.

Le SWAZILAND a encouragé la fourniture de davantage de financements pour la recherche et l'accès de chaque communauté aux technologies propres. Le KENYA a déclaré qu'il existe de grandes possibilités pour le développement de l'énergie solaire dans les régions équatoriales. L'ARGENTINE a déclaré que l'absence d'investissements est un obstacle majeur. La TANZANIE a déclaré que peu de choses ont changé dans l'utilisation de l'énergie, dans son pays, ces 20 dernières années. L'IRAN, l'EQUATEUR et MADAGASCAR ont donné un aperçu sur leurs politiques et pratiques en matière d'énergie. La SUEDE a appelé à un accès plus important des femmes à l'énergie et aux sources d'énergie propres. L'INDONESIE a appelé les institutions financières internationales à aider à l'amélioration du caractère abordable de l'énergie. La THAILANDE a présenté ses observations sur la sécurité énergétique, la gestion efficace de l'énergie, la recherche en matière d'énergie renouvelable et les partenariats.

Le Président Witoela a suggéré, et les délégués ont accepté, que le projet de décision concernant la gestion internationale des produits chimiques soit transmis à la GC.

GRANDE COMMISSION

La GC s'est ouverte l'après-midi, avec Beat Nobs (Suisse) au poste de Président. Georgé Krhoda (Kenya) a été élu Rapporteur.

Le Directeur Adjoint du PNUE, Shafqat Kakakhel, a introduit le point de l'ordre du jour, consacré à la gouvernance internationale en matière d'environnement, se focalisant sur trois aspects: la Surveillance de l'Environnement, le Groupe sur la Gestion de l'Environnement (GGE) et le Plan Stratégique de Bali pour le Soutien Technologique et la Création des Capacités. Les délégués ont également discuté de l'adhésion universelle du Conseil d'Administration du PNUE.

PLAN STRATEGIQUE DE BALI POUR LE SOUTIEN TECHNOLOGIQUE ET LA CREATION DES CAPACITES: Ce point de l'ordre du jour a été introduit par le Secrétariat, qui s'est focalisé sur l'état de la mise en application du Plan à ce jour et sur les travaux planifiés pour les exercices 2006-2007 (UNEP/GCSS.IX/3/Add.1). La GAMBIE a présenté un rapport sur l'état d'avancement de la mise en application du Plan Stratégique de Bali dans six pays africains. Le RWANDA a décrit le travail en cours accompli par le PNUD et le PNUE dans le cadre de l'Initiative Pauvreté et Environnement, qui intègre les programmes pertinents conduits par les deux organes, et a présenté ses suggestions pour l'amélioration de la performance des projets.

VIGIE ENVIRONNEMENTALE: Au sujet de la proposition mise à jour de la mise en place d'un système de Surveillance de l'Environnement du PNUE (UNEP/GCSS.IX/3/Add.2), plusieurs délégués ont souligné l'importance d'un renforcement de la plate-forme scientifique des travaux sur l'environnement. Plusieurs délégués, y compris l'UE, ont encouragé la coordination entre Vigie Environnementale et d'autres instruments, tels que les Système Mondial des Systèmes d'Observation de la Planète Terre (GEOSS). Nombres d'orateurs ont également convenu qu'une élaboration et un éclaircissement de la proposition de Vigie Environnementale, sont nécessaires, même si la plupart estiment que le dernier rapport est une amélioration distincte. Le besoin d'éviter la duplication, d'utiliser les réseaux disponibles, là où cela est possible, et de tirer avantage des synergies des systèmes d'observation de la planète, a également été souligné.

L'Ouganda, au nom du G-77/CHINE, a parlé de la nécessité de désigner des points focaux nationaux et régionaux et de rendre les procédures plus conviviales et moins compliquées. La NORVEGE a suggéré que la décision concernant Vigie Environnementale soit prise au prochain Conseil d'Administration. Le délégué des PHILIPPINES a estimé que beaucoup restait à faire. La représentante des ETATS-UNIS, appuyée par l'AUSTRALIE, a déclaré que Vigie Environnementale est "très compliquée" et nécessite la tenue de nouvelles concertations.

Le JAPON s'est dit encouragé par le fait qu'aucune implication financière supplémentaire n'a été ajoutée et que le mandat du renforcement des institutions ait été indiqué. La COLOMBIE a appelé à une focalisation des travaux sur la réduction des effets des catastrophes naturelles.

La SUISSE a suggéré que le PNUE procède au collationnement d'une liste des récents objectifs multilatéraux en matière d'environnement, pour aider à la concentration des discussions et à la catalyse de l'action future. La représentante des ETATS-UNIS s'est opposée à cette idée.

GROUPE DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT: Halifa Drammeh, Directeur du GGE, a introduit ce point de l'ordre du jour, donnant un aperçu sur les récents développements survenus dans la cohérence et la coopération de l'ensemble du système. Au nom des membres du GGE, Walter Erdelen, Directeur Général Adjoint de l'UNESCO, a présenté un rapport sur le Forum de Haut Niveau du GGE, qui s'est tenu à Genève, le 24 janvier 2006.

L'UE a fait l'éloge des efforts fournis par le PNUE pour l'intensification de la coopération avec d'autres agences et, en particulier, avec le PNUD. L'oratrice a souligné que le GGE doit être un mécanisme tourné vers des résultats concrets, bénéficiant d'un "approvisionnement" de toutes les parties du système des Nations Unies.

La représentante du G-77/CHINE a accueilli avec satisfaction les activités du GGE, et a exprimé l'espoir d'une collaboration accrue au sein du système des Nations Unies. Elle a souligné que l'approvisionnement public durable n'est pas une priorité du GGE dans l'immédiat et que le GGE devrait servir à la promotion de la collaboration pour la mise en application du Plan Stratégique de Bali. La représentante des ETATS-UNIS a défendu l'approvisionnement public durable en tant que thème important.

La SUISSE a déclaré que le GGE n'a pas été à la hauteur des attentes et a plaidé pour sa revitalisation. L'EGYPTE a accueilli favorablement l'idée du GGE d'organiser un forum à base élargie sur le partenariat.

QUESTIONS DIVERSES: Au sujet de l'adhésion universelle du Conseil d'Administration, le PAKISTAN a fait part de ses réserves concernant les plans de transmission des recommandations qui ont émergé du dîner ministériel, au Secrétaire Général de l'ONU. Plusieurs orateurs se sont déclarés de cet avis, dont l'INDE, la FEDERATION DE RUSSIE, le BRESIL, les PHILIPPINES, les ETATS-UNIS et l'EGYPTE. Le Président Nobs a indiqué qu'il informera le Président du Conseil d'Administration, de ces observations.

DANS LES COULOIRS

Les plans d'utiliser les discussions qui ont eu lieu au cours du dîner ministériel comme plate-forme des recommandations concernant l'adhésion universelle du Conseil d'Administration, ont causé une certaine animation dans les couloirs, mardi soir. L'idée que le dîner ministériel, qui doit avoir lieu mercredi soir, pourrait jouer un rôle majeur dans le débat sur la gouvernance et a soulevé bien des réserves dans les rangs des délégués. "En principe, les décisions concernant des sujets aussi importants devraient être prises dans des négociations officielles" a indiqué un diplomate.

Les participants ont également estimé qu'engager les ministres de cette manière serait injuste et sera contraire à l'idée d'un échange informel et libre sur ce que le représentant d'une ONG a qualifié de "problème sensible qui a une histoire longue et compliquée."